



FACULTÉ DE DROIT
ÉCONOMIE & GESTION



Sujet d'examen - 1^{ère} session
Semestres 1-3-5
Année universitaire 2019-2020

Intitulé de l'épreuve : Étude de la presse

Nom de l'enseignant : M. Laubry

Mention / Spécialité / Parcours : UEOI

Année : 2

Durée de l'épreuve : Écrit 1 h 30

Documents autorisés : Aucun

Matériels autorisés : Aucun

ATTENTION : 2 points sont attribués à la qualité de la présentation et au respect des normes orthographiques et syntaxiques

PARTIE 1 : questions de cours

1°) L'image dans la presse : inventaire des types d'image, rôle et importance, dérives possibles.

(2 points)

2°) Le fait divers et la presse

(2 points).

3°) Comment a évolué la liberté de la presse en France du XIXème siècle à nos jours ? La presse est-elle libre en France en 2019 ?

(4 points)

PARTIE 2 : revue de presse thématique

Questions

1°) Réalisez l'inventaire des différents organes de presse présents dans le dossier.

(1 points)

2°) Présentez dans un paragraphe de 5 à 10 lignes le thème commun aux différents articles.

(2 points)

3°) Inventoriez les différences de traitement du thème par les divers organes de presse.

(5 points)

4°) Emettez un point de vue (non sur le fond du sujet, mais) sur le traitement du thème par les journaux concernés.

(2 points)

Dossier documentaire

Page 2 - DOCUMENT 1 : La Croix, vendredi 22 novembre 2019, p 9.

Page 3 - DOCUMENT 3, Le Figaro, vendredi 22 novembre 2019, p.5.

Page 4- DOCUMENT 4 : Le Monde, samedi 23 novembre 2019, p.13.

Page 5 - DOCUMENT 5 : Aujourd'hui en France, vendredi 22 novembre 2019, p.4.

La Croix - vendredi 22 novembre 2019

FRANCE

Services 9

Les étudiants veulent mettre l'exécutif sous pression

— Mobilisée contre la précarité, une intersyndicale étudiante appelle à une journée d'action le 26 novembre. Une étape avant la participation aux cortèges du 5 décembre.

Direction Amiens. La visite entreprise par Emmanuel Macron dans sa ville natale, jeudi 21 et vendredi 22 novembre, est notamment placée sous le signe de la jeunesse, avec l'inauguration d'un nouveau pôle universitaire, une rencontre avec des étudiants et le lancement de l'opération « Amiens capitale européenne de la jeunesse ». Un déplacement qui tombe à point nommé, alors que la fièvre gagne peu à peu certains campus, après le drame survenu le 8 novembre à Lyon, où un étudiant a tenté de mettre fin à ses jours pour dénoncer ses conditions de vie.

Depuis cet acte désespéré, plusieurs centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous), qui gèrent notamment la restauration et les résidences universitaires, ont été la cible de tags ou ont subi des bris de vitres (Lyon, Lille, Nantes, Rennes et Poitiers). Celui de Caen a fait l'objet

d'un début d'incendie volontaire dans la nuit de dimanche à lundi. « À Caen et à Lyon, le fonctionnement a repris normalement au bout de 24 heures, pour continuer à assurer le service aux étudiants », précise le Cnous, la structure qui chapeaute les centres régionaux. Certains étudiants ont aussi improvisé ici et là des opérations « resto U gratuit ».

« Sur les 130 000 étudiants en situation de précarité, la moitié ne sollicite pas les aides d'urgence. »

À en croire l'Unef, des assemblées générales se sont également tenues ces derniers jours sur une quinzaine de sites. Et le syndicat ne compte pas en rester là. Mercredi 20 novembre, il s'est allié à quatre autres organisations, dont la Fage et Solidaires, pour appeler à une mobilisation nationale sur les campus, mardi 26 novembre. Un prélude à la participation d'étudiants aux cortèges du 5 décembre. « Nous sommes prêts à continuer au-delà de cette date pour réclamer une revalorisation de 20% des bourses (celles-ci viennent d'être augmentées de 1,1%, NDLR), une hausse à hauteur de 100 000 du

nombre de boursiers ou encore l'accélération de la construction des logements en cités universitaires », énumère Mélanie Luce, la présidente de l'Unef.

À la conférence des présidents d'université (CPU), on s'attend en tout cas à une « mobilisation massive », le mardi 26 novembre. « Car il est rare sinon inédit que l'Unef et la Fage parlent d'une même voix », relève Philippe Vendrix, le président de la commission de la vie étudiante.

Le ministère, lui aussi, dit suivre de près la situation. Tout en mettant en avant les premières réponses esquissées ces derniers jours lors de consultations avec les organisations étudiantes. « Sur les 130 000 étudiants en situation de précarité, la moitié ne sollicite pas les aides d'urgence, ce qui représente l'équivalent de 15 millions d'euros », fait valoir l'entourage de la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal. Et de poursuivre, en évoquant à plus long terme une remise à plat du système de bourses : « La trêve hivernale s'appliquera désormais aux locataires de logement en cité universitaire. De même, un numéro d'urgence sera mis en place d'ici à la fin de l'année. »

Denis Pelron

POLITIQUE

5

Macron tente de calmer la colère étudiante

Au premier jour de son déplacement dans sa ville natale, le chef de l'État s'est adressé à la jeunesse.

FRANÇOIS-XAVIER BOURQUAUD
@francoisxavierb
EMOYNE SPICOLA AMIENS



Emmanuel Macron pose pour un selfie avec un étudiant, jeudi à Amiens. CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / TAPIF

ÉCOUTEZ Ici c'est chez lui. Alors dans sa ville natale d'Amiens, et plus qu'ailleurs, Emmanuel Macron a décidé de prendre son temps. Depuis son élection en 2017, c'est la première fois qu'il y revient en tant que président de la République dans le cadre d'un déplacement officiel. Deux jours pour tenter de se bâtir une image de président provincial, à l'opposé du portrait de président déconnecté des territoires que lui brossent ses opposants. « Je suis Amiennois. Je suis un enfant d'Amiens. Et ça, on ne me l'enlève pas », a-t-il commencé par clamer dans un entretien au *Courrier Picard*, publié le matin de son arrivée. Sur place, ses opposants lui avalent donné rendez-vous, notamment les salariés de Whirlpool qu'Emmanuel Macron s'était fait fort de sauver dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2017.

Sans succès. Tenus à distance du président, ils n'auront pas réussi à perturber la première étape du périple présidentielle. Une visite de l'université de Picardie-Jules-Vernie pour l'inauguration de son nouveau pôle dessiné par Renzo Piano.

Poignées de mains avec François Ruffin

À peine arrivé sur le campus, le chef de l'État croise François Ruffin, l'un de ses opposants les plus virulents, amiénois comme lui. Le député est venu avec la famille d'une jeune morte accidentellement sur le chantier de l'université il y a dix-sept ans. Il veut rassurer du chef de l'État à l'égard de temps d'échange des mains avec François Ruffin

x 297 mm

À l'heure où il commence à parler, Emmanuel Macron devrait être sur le parvis de la cathédrale d'Amiens en train d'assister à un spectacle son et lumière. Il a déjà deux heures de retard sur son programme. Mais il a un message à adresser aux étudiants. Comme avec les personnels de santé à qui il a réservé un plan d'urgence, il s'agit d'éviter que la colère des jeunes vienne rejoindre celle des opposants à la réforme des retraites le 5 décembre prochain. Alors il s'exprime pour la première fois sur le jeune étudiant qui s'est récemment installé à Lyon pour dénoncer la précarité étudiante. « Des fois, les gens ont toujours leur part d'inconscience, leur part d'irresponsabilité, commencent le chef de l'État. Sa souffrance nous rappelle, sans nous le faire découvrir, les difficultés de la vie étudiante. » Parfois, Macron s'agace des critiques que lui adressent les étudiants lors de son échange avec eux. « En ce moment, notre pays est trop négatif sur lui-même, déplore-t-il. On a des difficultés, on les affronte ».

Emmanuel Macron rappelle ce qu'il a déjà fait pour la jeunesse (baisse du prix du permis de conduire, simplification des bourses...) et assure que l'État investira pour relancer la construction de logements étudiants. Il martèle que « le choc résonne, quand on croit dans la nation, dans son avenir, c'est le choc de la jeunesse ».

« C'est exceptionnel qu'il vienne », dit-il dans le grand amphithéâtre du nouveau pôle universitaire Citadelle. Juste après, il répond à la demande de François Ruffin. « Ce chantier a été marqué par un drame et je veux avoir une pensée », dit-il en se tournant vers la famille du jeune.

« C'est exceptionnel qu'il vienne », dit-il dans le grand amphithéâtre du nouveau pôle universitaire Citadelle. Juste après, il répond à la demande de François Ruffin. « Ce chantier a été marqué par un drame et je veux avoir une pensée », dit-il en se tournant vers la famille du jeune.

« C'est exceptionnel qu'il vienne », dit-il dans le grand amphithéâtre du nouveau pôle universitaire Citadelle. Juste après, il répond à la demande de François Ruffin. « Ce chantier a été marqué par un drame et je veux avoir une pensée », dit-il en se tournant vers la famille du jeune.

« C'est exceptionnel qu'il vienne », dit-il dans le grand amphithéâtre du nouveau pôle universitaire Citadelle. Juste après, il répond à la demande de François Ruffin. « Ce chantier a été marqué par un drame et je veux avoir une pensée », dit-il en se tournant vers la famille du jeune.

Le chef de l'Etat tente de calmer la colère étudiante

En déplacement à Amiens, M. Macron a débattu avec des jeunes mais n'a pas évoqué de nouveaux moyens

Avez-y un peu ? Prenez le pourvoir ! ». Venu à Amiens jeudi 20 novembre, pour inaugurer une extension de l'université Jules-Vernie, Emmanuel Macron était pressé de ce qui ne pas avoir été échauffé par les étudiants, alors que la tentative de suicide en 5 minutes d'Amiens R. le 8 novembre. « Est-ce qu'il y a des questions plus politiques sur la vie du pays ? », s'est même permis le chef de l'Etat lors d'un débat avec deux cents étudiants, conçu par l'Elysée comme une sorte de thérapie de groupe mais qui s'est avéré un exercice sur tout l'arrondissement.

A l'approche de la mobilisation interprofessionnelle du 5 décembre, qui menace de bloquer le pays, M. Macron a choisi son rôle : détenir en chef. Après s'être occupé des policiers, à qui il a prêté une partie de leurs heures supplémentaires, des agriculteurs écartés il a défendu la cause en Chine pour les aider à y exporter de la viande bovine et des personnes des hôpitaux, auxquels il a accordé un plan d'urgence de 1,5 milliard d'euros sur trois ans, le président s'est décidé à se pencher sur la situation des étudiants, qui démontrent leur précarité et manquent de bloquer les universités, alors que le gouvernement avait tenté de réduire l'acte d'Amiens R. qui était trépidant devant le Crous (centre régional des œuvres universitaires et scolaires) de Lyon après avoir perdu sa course d'été. M. Macron a reconnu que l'incident n'était pas seulement « un cas particulier », comme il l'avait qualifié dans un premier temps. « De tels actes ont toujours leur part d'incompréhensible, leur part d'exploitable (...), mais ils nous rappellent les difficultés étudiantes », a déclaré le chef de l'Etat, lors d'un débat avec plusieurs centaines d'étudiants picards, reconnaissant des « difficultés profondes pour se loger, se chauffer, par-



Emmanuel Macron, en visite à l'université Jules-Vernie, à Amiens, le 21 novembre.
JULIE CLAUDE / CONTRASTO / PEXEL - LE MONDE

« Je sais, les 5 euros d'APL, je le traîne comme un boulet », a reconnu le chef de l'Etat

Au sein de l'exécutif, on assume en tout cas que le chef de l'Etat s'oppose davantage, alors que la mobilisation du 5 décembre s'annonce chaque jour plus importante - la CFT-7-Cheminois a rallié, jeudi, l'appel à la grève reconductible à la SINCER. « Macron n'a pas le choix, il doit y aller, il n'y a que sa parole qui imprime », dit un soutien. Quand le président ne s'exprime pas ou ne se déplace pas, « il manque une pièce », reconnaît-on à l'Elysée, où l'on assure se poser « quotidiennement » la question de la « substitutivité avec le gouvernement ».

Signe de sa vigilance à l'approche du 5 décembre, M. Macron devrait alléger son agenda international ces prochains semaines. Un déplacement en Côte d'Ivoire, prévu mi-décembre, est en suspens, tout comme sa participation à la COP25 qui doit se tenir du 2 au 13 décembre à Madrid. Il faut que « le capitaine puisse rester », plaide le conseiller.

Pas sûr, néanmoins, que ce séjour amérain, qui devrait se poursuivre vendredi, avec notamment une rencontre avec le secrétaire de Whitpool, aura préparé l'entrée aux sous-sols de l'Élysée.

A son arrivée à l'université Jules-Vernie, le président s'est offert un bain de foule aux airs de campagne présidentielle, multipliant salutes et poignées de main, sans contestation ni sifflets. « Vous voyez qu'il n'y a pas de divorce avec la jeunesse », s'est réjoui Gabriel Attal, le secrétaire d'État à la Jeunesse, qui accompagnait M. Macron. Une lacune comme une autre de positiver avant un mois de décembre qui s'annonce orageux. ■

CÉCILE PIETRAUWAGA

Désireux d'éviter toute coagulation entre le mouvement des « gilets jaunes » et celui contre la réforme des retraites, l'« entant d'Amiens » a aussi appelé les formations politiques et les organisations syndicales à condamner sans ambiguïté les violences commises lors des manifestations.

« Nous sommes en démocratie (mais) la démocratie suppose une responsabilité (...), c'est de condamner la haine », a plaidé le président, affirmant que s'il y a une liberté de manifester, une liberté d'exprimer son opinion (...), il n'y a pas de liberté sans ordre public dans la rue (...), il n'y a pas de liberté de casser (...). On a partout une violence extrême, une espèce d'exaspération de la société », a-t-il ajouté lors d'une cérémonie pour lancer les festivités d'Amiens, capitale européenne de la jeunesse 2020.

cas, M. Macron s'est refusé à débattre sur le gouvernement, qui qu'il mette en œuvre d'une part un plan d'urgence, d'autre part une politique structurelle de résorption de la précarité étudiante.

Mais il n'était pas l'essentiel. Au-delà de calmer la colère estudiantine, le chef de l'Etat était venu délivrer plusieurs messages à l'approche du 5 décembre. Répondant à un étudiant, M. Macron s'est exprimé en termes de dialogue national. « Il y a aussi une jeunesse qui réussit dans cette transformation du monde », a-t-il plaidé, demandant à ce qu'on soit « lucide sur tout ce qui avance ». « Comparons la France aux autres pays, on ne se rend plus compte (...), on a des étudiants, a-t-il ajouté, est-ce que trop négatif sur lui-même » alors que la France est « un pays libre où on vit en moyenne heureux ».

« Trop négatif »

Quelques heures plus tôt, les principales organisations étudiantes avaient appelé à une « journée nationale d'actions et de mobilisations » le 26 novembre. « Le gouvernement ne semble pas prendre conscience de la gravité structurelle de la situation qui a amené au drame du 8 novembre », ont dénoncé dans un communiqué l'UNEF, Solidaires et la FAPE pour qu'il fait « accentuer la pression

Désireux d'atténuer la crise, M. Macron a défendu l'action de Frédéric Vialat, le ministre de l'Enseignement supérieur, qui l'accompagnera et à qui il a été reproché de ne pas annuler un déplacement en Antarctique au lendemain de l'immobilité.

Construction de 60 000 logements étudiants, suppression de la cotisation de Sécurité sociale, mise en place d'une mutuelle à 1 euro... Le chef de l'Etat a énuméré tout ce qui avait été fait depuis le début de son quinquennat. Il a même expliqué un mea culpa sur la baisse de 5 euros des aides personnelles au logement (APL) à l'été 2017, dénoncée par les organisations étudiantes. « Je sais, les 5 euros d'APL, je le traîne comme un boulet », a-t-il reconnu.

Pour autant, pas question de jouer au Père Noël. Alors qu'il était attendu sur de nouvelles annonces

Un dialogue qui laisse les étudiants sur leur faim

Au pôle universitaire d'Amiens (Somme), Emmanuel Macron s'est employé à déminer la colère qui gronde dans les amphis. Sans forcément convaincre.

De notre envoyé spécial Olivier Beaumont à Amiens (somme)

@olivierbeaumont

Pas facile d'être prophète en son pays. Emmanuel Macron peut en témoigner après l'accueil mi-figue mi-raisin que lui ont réservé hier les étudiants d'Amiens, première étape d'un déplacement de deux jours sur ses terres natales picardes - censé scénariser son « ancrage local », dixit l'Élysée. C'est dans un silence de plomb, entrecoupé de quelques huées au loin et d'un « Vive Balkany ! » venu de nulle part, qu'il est arrivé, en milieu d'après-midi, devant quelques centaines de jeunes massés sur le parvis du pôle universitaire Citadelle.

Mais le chef de l'Etat en a vu d'autres, même s'il n'ignore pas le contexte explosif : les blocages qui ont touché plusieurs universités depuis l'immolation par le feu à Lyon, le 8 novembre, d'Anas K., étudiant qui a voulu dénoncer sa précarité. Le président lui a rendu hommage avec « une pensée forte pour lui et tous les jeunes qui ont des difficultés ». L'objectif est clair : déminer la colère qui gronde. Et surtout éviter le risque de contagion à l'approche des grandes manifestations sociales du 5 décembre lancées par les cheminots. « Si les jeunes s'agrègent au mouvement,

ça sera le début des vraies emmerdes », admet d'ailleurs un ministre. Alors, plutôt que d'entamer directement la visite du Hub de l'énergie, un laboratoire dédié aux batteries du futur, Macron s'est lancé dans un bain de foule qui va durer... plus d'une heure.

Entre curiosité et méfiance, les jeunes l'interpellent calmement sur les sujets chauds du moment : les bourses, les APL et l'incertitude face à l'avenir.

Positiver

Une étudiante lui demande ainsi pourquoi il a baissé le budget de l'enseignement supérieur. « Je peux vous assurer qu'on n'a pas réduit le budget. C'est le contraire », répond-il du tac au tac, sous le regard discret, à quelques mètres, de son père, Jean-Michel Macron, professeur de médecine à l'université de Picardie. Au même moment, une enseignante-chercheuse tend une affiche parmi la foule. On peut y lire : « L'université vit une précarité qui tue »... juste avant que des officiers de sécurité la confisquent.

L'échange se poursuit un peu plus tard à l'occasion d'un moment plus formel dans l'amphithéâtre Simone-Veil. Angèle Lemaire, présidente de la FAEP

Picardie, fédération d'associations étudiantes, prend le micro et revient sur la baisse de 5 € des APL au début du quinquennat. Assis sur la scène, Macron prend un visage ombrageux et la coupe sèchement en lui demandant « d'être honnête dans sa présentation ». « Les APL, je me les traîne comme un boulet. Mais il faut le mettre au regard de tout ce qui a été fait plus largement. Car, à côté de cela, les 217 € par an de sécurité étudiante ont été supprimés. » Léo, en deuxième année de langues, poursuit sur le suicide des enseignants, tandis que Jade lui demande des mesures pour les étudiants salariés qui veulent « sortir de la galère ».

Il ne répond pas vraiment, promet des annonces dans quelques jours pour l'enseignement supérieur et la recherche et trouve plutôt « qu'en ce moment notre pays est trop négatif sur lui-même ». « Je le crois sincère. Mais qu'il vive avec 300 € par mois, et après on verra », cingle froidement Laëtitia, une étudiante en philosophie, à peine sortie de l'amphi...

atp/CHRISTOPHE ARCHAMBAULT

